

leppement de la conscience de classe du prolétariat. C'est pourquoi elle explique toujours à nouveau que toutes les décisions sur les questions vitales qui se posent devant la classe ouvrière dépendent en dernière analyse du choc vivant entre les classes dans lequel le prolétariat peut remporter la victoire à l'usine comme dans la rue.

Aujourd'hui, le capitalisme ne peut plus vivre qu'en alourdissant sans cesse le fardeau de misère qui écrase les masses laborieuses. Déflation et inflation ; politique de prix et politique d'impôt ; campagne d'exportation et restriction de consommation ; ravitaillement insuffisant et surproduction — c'est dans tous les pays, sous mille différentes formes successives, une seule et même attaque contre le pouvoir d'achat des masses. Garantir un **minimum vital**, basé sur les besoins de consommation des familles ouvrières, à travers un système d'échelle mobile des salaires, des traitements, des allocations, des pensions et des assurances sociales, tel est l'objectif immédiat que les sections de la IV^e Internationale proposent aux luttes ouvrières. L'exemple du Japon, de la Corée, de l'Italie, de la France et des Etats-Unis a clairement démontré que ce mot d'ordre est déjà assimilé par des millions de travailleurs qui ont déclenché des grèves grandioses pour en arracher la conquête.

Au milieu de la sous-consommation générale des trois-quarts de l'humanité apparaissent déjà partout des signes de pléthore capitaliste. Aujourd'hui encore menace secondaire, le chômage pèsera demain, comme charge principale sur le prolétariat. Avertissant constamment les masses de la crise qui, inévitablement, approche, la IV^e Internationale appelle les travailleurs à la lutte pour la réouverture forcée des entreprises fermées et pour leur remise en marche sous gestion ouvrière, pour la diminution progressive des heures de travail sans diminution du salaire global ; pour le blocage des licenciements et le partage du travail existant parmi tous les travailleurs auxquels reste garanti le minimum vital.

Cependant, les questions des prix, des salaires, des bénéfices, du chiffre d'affaire, et du nombre de salariés, dépendent de toute la vie économique du pays. S'ils désirent effectivement s'attaquer au problème du pouvoir d'achat et du plein emploi, les travailleurs ne peuvent laisser au patronat ou à son gouvernement le soin de déterminer l'index du coût de la vie ou les modalités d'embauchage et de débauchage. C'est pourquoi aucun des mots d'ordre précédents n'a de valeur s'il n'est lié à celui du **contrôle ouvrier**. Les sections de la IV^e Internationale ne perdent aucune occasion pour éveiller la méfiance des travailleurs dans la bonne foi et la compétence des capitalistes et de leur Etat. Il faut que les ouvriers puissent ouvrir les livres de comptes ; qu'ils puissent saisir sur le vif le véritable fonctionnement de l'économie capitaliste ; qu'ils puissent jeter un regard sur tout le mécanisme d'exploitation, sur le parasitisme et le